

crises en Afrique et au développement futur du continent. Au Sommet d'Évian, les chefs d'État du G8 ont convenu d'un plan visant à renforcer la capacité de l'Afrique d'entreprendre des opérations de maintien de la paix et de continuer à collaborer dans le cadre de l'action contre les mines et du contrôle des armes légères en Afrique. Ces actions témoignent de l'importance accordée aux liens entre la sécurité et le développement.

L'ACDI, en collaboration avec MAECI et le ministère de la Défense, élabore actuellement un cadre stratégique qui renforcerait son engagement d'établir des programmes dans des États fragiles en crise, donnerait une orientation stratégique à l'engagement dans les pays concernés et proposerait une série d'outils pour orienter les activités dans ces pays. L'ACDI envisage en outre d'élaborer de nouveaux outils stratégiques dans le domaine de la réforme dans le secteur de la sécurité. Ces cadres et outils témoigneront de l'engagement actif de l'ACDI dans une approche gouvernementale globale à la prévention des conflits, à la consolidation de la paix et à la reconstruction après conflit, ainsi que de son étroite collaboration avec d'autres donateurs dans le contexte du Groupe de travail sur les conflits, la paix et la coopération pour le développement de l'OCDE.

Recommandation 6.3

En l'absence de moyens suffisants, toutefois, la réorientation des politiques ne pourra pas à elle seule apporter une réponse aux besoins de l'Afrique subsaharienne ni permettre au Canada de jouer un rôle beaucoup plus grand dans son développement à long terme. Le Sous-comité appelle le gouvernement à accroître encore de façon soutenue le montant consacré aux composantes majeures de la politique étrangère canadienne, à savoir la diplomatie, la défense et le développement. Le Sous-comité prend note des réserves exprimées au sujet des ressources consacrées à la diplomatie.

La discipline finale que le gouvernement a exercée au cours des dix dernières années lui permettra de réinvestir dans ses programmes de politique étrangère. Le Canada s'engage à doubler son aide internationale d'ici à 2010 et il destina au moins la moitié de cette augmentation à l'Afrique, dans le cadre de l'appui du Canada au Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique. Les nouveaux défis à relever dans le domaine de la sécurité à la suite des attaques terroristes de septembre 2001 et l'engagement du Canada à aider à reconstruire les États qui ont ou sont en train de perdre pied, lorsque c'est possible, continueront de créer des attentes à l'égard du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, de l'Agence canadienne de développement international et du ministère de la Défense nationale. Compte tenu de ces facteurs, le gouvernement est de plus en plus disposé à envisager d'accorder son aide dans ces situations.